

Aux Maires
Aux Conseiller.e.s d'agglomération titulaires
Aux Conseiller.e.s d'agglomération suppléants
Aux Conseiller.e.s municipaux

Madame, Monsieur,

Je souhaite vous présenter dans ce courrier l'état d'avancement de la réflexion concernant le projet aquacole de l'entreprise Smart Salmon France qui souhaite implanter sur le territoire de l'Agglomération une entreprise d'élevage et d'abattage de saumon.

Je vous rappelle que Guingamp-Paimpol Agglomération exerce, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, en lieu et place des communes, l'intégralité des compétences obligatoires sur la totalité de son périmètre. Sa première compétence obligatoire relève du développement économique. En droit et de fait, notre Agglomération est l'interlocutrice privilégiée des entreprises et porteurs de projet ayant le souhait d'implanter ou développer une activité économique. L'Agglomération partage également cette compétence avec la Région Bretagne, concernant les aides aux entreprises. Cette compétence nous a conduit à définir une stratégie d'attractivité économique 2020-2025, basée sur les réalités de son territoire.

Justement, j'appelle votre attention sur la réalité de notre profil socio-économique de la population de Guingamp-Paimpol Agglomération. Le nouveau découpage des zones d'emplois de l'INSEE, révisé en 2020, permet de mettre en évidence une organisation du territoire sur trois bassins d'emplois distincts :

- La zone d'emploi de Guingamp qui dépasse à l'Ouest et à l'Est les limites administratives de notre agglomération ;
- La zone d'emploi de Lannion qui s'étire sur le littoral et le secteur de Paimpol ;
- La zone d'emploi de Carhaix-Plouguer qui polarise les actifs du sud du territoire (secteur de Callac).

Nous connaissons malheureusement le taux de chômage le plus fort de Bretagne. Celui du territoire de Guingamp est de 7,6 %, soit un taux supérieur à la moyenne départementale (6,3 %), régionale (6%) et nationale (7,3%). De même le taux de pauvreté atteint 14,5% pour l'ensemble de l'agglomération contre 10,8% en moyenne régionale. Notre territoire est également marqué par un net affaiblissement de la sphère productive avec des pertes d'emplois importantes dans les principaux secteurs industriels du territoire qui s'expliquent notamment par l'automatisation et la robotisation des process de production et l'externalisation de certaines fonctions tertiaires malgré des activités positionnées sur des filières porteuses.

.../...

.../...

Pour s'extraire de ces constats et offrir des perspectives à nos concitoyennes et concitoyens, le projet de territoire adopté par l'Agglomération voit l'un de ses axes consacré à « Agir au service d'un développement économique audacieux, créatif et innovant ». De même, la stratégie d'attractivité économique 2020-2025, identifie dans son programme d'actions le renforcement de la sphère productive, qui se traduit en deux axes :

1. Soutenir le développement engagé autour des nouvelles filières à potentiel mais sur lesquelles le territoire est encore peu identifié ;
2. Accompagner les filières agro-alimentaires autour de la thématique de l'alimentation de demain pour pérenniser la filière agro-alimentaire et améliorer la valeur ajoutée territoriale.

Aussi, lorsque l'Agglomération a été contactée en janvier 2017 par les porteurs Trédarzécois et Norvégiens du projet Smart Salmon pour une installation d'aquaculture terrestre, en circuit d'eau fermée, à 5 kilomètres du Trieux et 7 kilomètres du Jaudy, il a été décidé de l'accompagner dans l'élaboration de son projet, comme il est convenu de le faire eu égard à la compétence que nous assurons.

Ce projet complexe, singulier et ambitieux avait fait l'objet de plusieurs échanges dès 2016, sous Guingamp communauté, afin que soit vérifiée l'adéquation des exigences de nos administrations publiques et de leur projet économique. Chacune des étapes nécessaires à l'émergence de ce dernier a depuis été suivi par les Vice-présidents compétents et les services de la Préfecture des Côtes d'Armor. Nous avons également travaillé avec les services de la Région Bretagne et de notre technopole ANTICIPA Lannion-Guingamp.

Nous avons découvert, au fur et à mesure des rencontres, le projet Smart Salmon en France. Progressivement, les services et élus communautaires ont reçu des porteurs de projet confirmation du souhait de s'installer en Bretagne, puis sur notre territoire.

Le groupe Smart Salmon (Norvège) appartient aux frères BAKKE (Petter, Ole et Stig) qui ont tous une expérience affirmée en aquaculture. Ils détiennent 80% de Smart Salmon France et 20% sont détenus par M. et Mme LOKOEY, pisciculteurs établis depuis une dizaine d'années dans l'estuaire du Jaudy à Trédarzec. Nous avons eu également confirmation que les financements sont apportés par des partenaires norvégiens, français, suédois, allemands et britanniques.

Les porteurs de Smart Salmon France se sont appuyés, pour construire leur projet en Bretagne sur la stratégie du gouvernement français en particulier du Ministère de la Mer :

« La production nationale en produits aquatiques ne couvre qu'un quart de la consommation des Français. Or, l'appétence des consommateurs pour ces produits s'est fortement accrue depuis 30 ans, faisant de la France un des principaux marchés européens. L'activité de pêche étant fortement encadrée par la disponibilité des stocks halieutiques, le développement de la production des filières aquacoles françaises serait un moyen de répondre à cette demande supplémentaire, en assurant un approvisionnement local et réduisant ainsi les importations.

.../...

Le développement de l'aquaculture est un enjeu stratégique bien identifié par la FAO et l'Union européenne comme source d'aliments sains, d'emplois et de revenus pour les populations locales, et de souveraineté alimentaire. L'aquaculture présente en France, sur le territoire métropolitain comme dans les régions ultra-périphériques (RUP), un fort potentiel de croissance. Elle se doit de répondre aux attentes de la société et des citoyens, et de maintenir un haut niveau de performance économique et environnementale. Relever ce défi nécessite donc de concilier le développement des filières avec les enjeux environnementaux et sociétaux. »

C'est ainsi qu'est introduit le plan d'aquacultures d'avenir 2021-2027 adopté par la France, déclinaison nationale de la politique de l'Union européenne.

Le Ministère de la Mer insiste également sur la nécessité de développer une aquaculture durable :

« La part des poissons d'aquaculture français dans la consommation de produits aquatiques en France en 2017 (CIPA 2017 et FranceAgriMer 2017) ne représente que 1,9% des produits consommés. Dans ce contexte, il est nécessaire de permettre à la filière française de développer sa production, pour lui permettre de répondre aux enjeux de souveraineté alimentaire. »

« En 2019, la France restait encore très dépendante de l'importation de produits aquacoles peu ou pas élevés sur le territoire. C'est le cas du saumon (175 500 tonnes, 1,3 milliards d'euros) et d'autres produits (...).

Concernant le marché de la truite de mer, du saumon, de la sole et du turbot, l'objectif de la filière est de couvrir 10% du marché français pour répondre aux demandes des consommateurs, soit une production annuelle de 20 000 T de saumon et de 3 000 T pour les autres espèces. La production actuelle de ces poissons marins est d'environ 1000 tonnes, cependant quelques projets importants en cours devraient permettre une augmentation importante de ce volume. »

Les porteurs du projet Smart Salmon entendent ainsi répondre à un objectif national et européen de souveraineté alimentaire.

Leur projet se caractérise par l'élevage de saumons en bassins clos dans un bâtiment de 55.000 m² sur une surface foncière d'environ 10 hectares sur la zone d'activités communautaire de Kérizac à Plouisy – zone d'activité majeure dont l'extension a été déclarée d'utilité publique en 2008. La production se ferait de l'œuf à l'âge adulte jusqu'à transformation en filets. L'élevage est suivi sans introduction d'antibiotique. A chaque stade de grossissement, les poissons doivent évoluer dans des bassins différents.

Une question majeure du dossier est celle de l'eau, en qualité comme en quantité. Les porteurs de projet sollicitent en effet une autorisation de fourniture journalière maximale d'eau potable de 600 m³ qui serait utilisée de la manière suivante : 445 m³ pour le module de production ; 150 m³ pour le module de transformation ; 5 m³ pour l'usage domestique. Le process de production implique ainsi un volume d'eau d'entrée de 600 m³ et un rejet de 580 m³, les 20 m³ restant étant liés à la consommation des poissons et à l'évaporation.

.../...

.../...

Par ailleurs, les porteurs du projet indiquent dans leur dossier désormais déposé devant les services de l'Etat que ces volumes d'eau sont traités grâce à la construction d'une station d'épuration par l'entreprise elle-même, et sur site, ce qui est inédit sur notre Agglomération.

Ils décrivent trois phases avant rejet dans le milieu naturel afin de garantir la conformité des rejets aux normes en vigueur. Les éléments tels que les hormones, le chlorure (sel) seront également traités avant rejet. Les résidus d'élevage sont également évoqués précisément : ils sont collectés, séchés et traités par un prestataire pour utilisation dans une filière de valorisation. Enfin, ils proposent d'optimiser la production de co-produits issus de la transformation en faisant des produits à valeur ajoutée et donc vendus vers diverses filières de valorisation en fonction du co-produit.

Enfin, concernant l'énergie, la consommation annuelle du site est évaluée 49,96 GWh. Smart Salmon France prévoit l'installation de 40 193 m² de panneaux solaires qui permettront de fournir au minimum 15 % de l'énergie nécessaire.

Je rappelle que le projet présenté en 2017 consistait, dans sa première version, en un élevage permettant une production d'un millier de tonnes de saumons, puis en 2020, dans un deuxième projet de 20 000 tonnes de saumon/an. Les exigences de l'agglomération ont conduit à ce que celui-ci soit constamment amélioré et réduit à une production de 8 000 tonnes/an.

Afin de préciser le projet et permettre aux porteurs de préciser les enjeux techniques et juridiques, les Conseillers communautaires ont adopté le 1^{er} juin 2021, à l'unanimité, une délibération pour la signature d'un compromis de vente, intervenue le 12/07/2021 avec la société Smart Salmon France. Cette délibération sous conditions a permis d'entrer dans la réalité économique, sociale et écologique de ce projet. Cependant, à cause de la COVID-19 et des confinements, cette phase longue, et j'en mesure les conséquences négatives sur notre territoire, a été pesante dans la conduite des affaires de l'Agglomération. Les fortes pressions citoyennes, une médiatisation inédite, un contexte électoral tendu, ont accentué une appréhension sociale, économique et environnementale, déjà très sensible.

Je tiens à rappeler que ce compromis comporte des conditions suspensives. Elles me paraissent essentielles, et importantes :

- l'obtention par le candidat-acquéreur d'une autorisation préfectorale d'exploitation d'une installation classée pour la protection de l'environnement,
- l'obtention par le candidat-acquéreur d'un permis de construire définitif et non contesté,
- l'obtention par le candidat acquéreur des accords de financement du projet de construction.

Outre ces conditions suspensives, figurent des conditions particulières et des règles contractuelles qui s'appliquent entre le vendeur et le candidat-acquéreur. Ce dernier reconnaît avoir une parfaite connaissance de ces conditions, pour en avoir eu communication antérieurement, et se soumettre au Cahier des Charges de Cession de Terrain (CCCT). Par ailleurs, la vente, parfaite et définitive, sera conditionnée par la signature de conventions liées aux rejets d'eaux pluviales et d'eaux usées.

.../...

.../...

Dans le cadre de ce document, des engagements exceptionnels sont d'ores et déjà pris par le porteur de projet. Le compromis de vente prévoit ainsi une possible participation à la réalisation d'une canalisation permettant d'assurer l'alimentation en eau potable répondant à ses besoins, si ces derniers devaient excéder la capacité du réseau existant sur la zone d'aménagement. Par ailleurs, et par dérogation au Code des collectivités territoriales, la réalisation du réseau d'évacuation des eaux usées sera à la charge de l'acquéreur. Autre dérogation au CCCT : la réalisation du ou des ouvrages de régulation des eaux pluviales correspondant au besoin du projet de l'acquéreur ou de tout dispositif de protection contre la pollution de ces dernières, seraient à la charge de l'acquéreur dans la mesure où ces installations resteront sur sa propriété. Ce dernier aura également à sa charge la réalisation du réseau permettant de conduire les eaux pluviales depuis la limite du terrain vers le réseau hydrographique. L'entretien et le maintien en bon état de fonctionnement de ces ouvrages seront à la charge de l'acquéreur et pourront faire l'objet d'une convention de suivi avec l'aménageur.

Ainsi, je souligne que l'engagement juridique constitué par ce compromis est particulièrement contraignant et n'a pas d'égal dans l'histoire de notre intercommunalité. Il renvoie à la procédure publique et contradictoire qui va suivre. Le projet est en effet soumis à une autorisation de l'Etat (dossier Installation Classée Pour l'Environnement et les agréments sanitaires), à une autorisation du droit des sols (permis de construire instruit en droit par les services d'urbanisme), compétence de la Mairie de Plouisy, et aux exigences réglementaires de l'Agglomération au titre des compétences qu'elle détient en matière de développement économique, d'eau et d'assainissement, de milieux aquatiques et d'aménagement.

Cette procédure a imposé à l'entreprise un certain nombre d'études dont les plus notables :

- Une étude écologique faune/flore & zones humides sur 4 saisons,
- Une étude de mesures acoustiques,
- Une étude d'odeur,
- Une étude d'acceptabilité des rejets traités sur le Trieux,
- Une étude de compensation agricole (étude préalable),
- Une étude de sol,
- Une étude de la canalisation de rejets des eaux traités au Trieux,
- Une étude de risque foudre...

La procédure ICPE relève de l'Etat et implique, pour un projet de cette ampleur, un temps de dialogue nécessaire entre l'entreprise et les services de l'Etat (DDTM, DDP) qui pourra conduire à des modifications du projet tel que déposé initialement. Ces échanges porteront sur plusieurs mois.

Un dernier point procédural garantit le traitement républicain et démocratique de ce projet. Tout dossier de ce type suit cette procédure publique et transparente. Ainsi, le dépôt de ce projet ouvre droit à chaque concitoyenne et concitoyen de donner son avis sur le dossier. En effet, une enquête publique est à organiser au titre du code de l'urbanisme et du code de l'environnement permettant ainsi au public de s'exprimer. Les collectivités seront quant à elles sollicitées en tant que personnes consultées.

.../...

De notre côté, nous n'avons pas attendu que ces procédures s'engagent. Je vous rappelle que l'Agglomération a multiplié les échanges avec l'entreprise afin d'en mieux cerner le projet et d'exprimer dès le départ un certain nombre d'exigences fortes. Nous avons sollicité des précisions et nous avons demandé à l'entreprise de rencontrer les associations, les autorités, les personnalités qui le souhaitaient. L'entreprise a ainsi entrepris de rencontrer de nombreux acteurs institutionnels, associatifs et professionnels (parlementaires, associations de défense de l'environnement, les organisations professionnelles, la commission locale de l'eau...). Enfin, l'Agglomération a elle-même pris en compte les réserves d'associations comme Eau et Rivières de Bretagne, la Fédération conchylicole de Paimpol ou encore du syndicat agricole « Confédération paysanne ». Les élus du Bureau communautaire ont également échangé avec la députée de la quatrième circonscription des Côtes-d'Armor.

Pour ma part, il est un élément essentiel qui n'est, me semble-t-il, pas suffisamment présent dans les débats actuels, comme s'il n'était plus un enjeu : c'est celui des retombées économiques attendues pour notre territoire. La réalisation de ce projet implique un investissement d'environ 150 millions d'euros sur le territoire et la création d'environ 100 emplois directs : 70 en production/transformation, 10 ingénieurs, 5 biologistes et qualitatif, 15 commerciaux et administratifs. Outre ces retombées directes, ce projet doit contribuer à conforter notre économie, historiquement tournée vers la production agricole et agro-alimentaire. La retombée directe pour l'agglomération 14 € HT le m² ce qui correspond pour une surface de 101 568 m², à un montant de 1 421 952 € HT.

La Bretagne étant la première région de production animale avec des compétences professionnelles techniques d'avenir reconnues en France, c'est aussi cet environnement professionnel et cette culture tournée vers la Mer, qui ont notamment fondé le choix des porteurs d'investir en Bretagne.

Au-delà même de ce projet que j'ai essayé de vous présenter succinctement par ce courrier, je me dois de vous démontrer la rigueur avec laquelle nos élus et notre administration ont posé des conditions pour la réalisation de celui-ci, comme de tout autre. Cette démarche très méthodique, dont la temporalité n'est pas celle de la controverse publique m'amène à constituer le futur socle d'exigences pour toute nouvelle activité industrielle sur notre territoire. C'est par ce socle d'exigences que l'agglomération entend incarner son projet de territoire qui sera travaillé de nouveau dans les prochains mois au regard des enjeux de sobriété écologique et de souveraineté alimentaire.

Ce jeudi 02 février 2023, je vais donc demander au 88 élus du Conseil d'Agglomération de se prononcer sur plusieurs problématiques soulevés par le projet aquacole de l'entreprise Smart Salmon France.

Je leur proposerai de confirmer nos exigences pour la poursuite du projet. L'agglomération, engagée dans l'excellence environnementale et notamment la reconquête de la qualité de l'eau, impose, d'ores et déjà, un certain nombre de contraintes à la société Smart Salmon au regard :

- des capacités du territoire à fournir l'eau potable en quantité suffisante : l'agglomération s'engage sur un maximum de 600 m³/jour ;
- des capacités du milieu naturel à recevoir les effluents traités (maintien en bon état écologique du milieu) : l'entreprise devra se doter de ses propres installations d'épuration nécessaires à son activité.

.../...

La qualité du milieu ne doit pas être dégradé et certains paramètres comme le phosphore doivent être réduits au-delà des normes nationales et dans le respect de l'acceptabilité des milieux récepteurs. Le traitement des virus et bactéries devra être pris en compte. La procédure de contrôle des rejets en milieu naturel devra être partagée avec l'Agglomération afin de garantir la fiabilité et la transparence des mesures ;

- des risques liés au changement climatique et à la crise énergétique (période de sécheresse, période de délestage électrique) impliquant un engagement à adapter la production comme chaque industriel ;
- des capacités foncières de la zone d'activités économique de Kérizac à Plousiy ;
- de l'engagement à créer environ 100 emplois directs ;
- de la nécessité d'une intégration au tissu économique existant ;
- d'un engagement sur une reconversion de la friche qui résulterait d'une défaillance de la société.

Je demanderai donc, jeudi 2 février, aux Conseillers communautaires de donner, sur la base de ces éléments et exigences, un mandat au Président de l'Agglomération et à son Bureau communautaire pour que l'Agglomération émette un avis dans le cadre de l'enquête publique à venir au titre des procédures prévues par le code l'urbanisme et le code de l'environnement.

Si l'Assemblée qui débattrait en inter-commissions ce mardi 31 janvier, et qui pourra amender ce cahier d'exigences jeudi soir, me donne un avis favorable pour rédiger un avis circonstancié, notre Agglomération, ses élus et son administration, seront ainsi autorisés à poursuivre l'instruction du dossier. Notre intérêt est de pouvoir prendre en considération l'avis définitif qui sera rendu par le commissaire-enquête, et ainsi nous exprimer collégialement et de manière conclusive à l'issue de l'enquête publique.

Tel est l'état d'esprit dans lequel je suis aujourd'hui, méthodique et déterminé à poursuivre sereinement et en toute objectivité, sans pression d'où qu'elle vienne, sauf celle de la rigueur intellectuelle qui doit nous forger une conviction pour le développement écologique, social et écologique de notre Agglomération. Vous pourrez donc compter sur mon engagement à rendre réelles et opérationnelles les transitions sociale, économique et écologique, pour le bien de la nature, et des femmes et hommes qui y vivent.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de ma considération distinguée et pleinement dévouée pour Guingamp-Paimpol Agglomération.

Fidèlement,

Le Président de Guingamp-Paimpol Agglomération,

Vincent Le Meaux

Vincent LE MEAUX

Maire de Plouëc-du-Trieux